

## Demande d'interprétation ou de rectification (334 CPC et 129 LTF)

Le tribunal  
peut agir  
d'office  
(334 I et  
129 I LTF)

### Requête d'une partie (330 et 331 par analogie)

**Compétence**  
Le tribunal qui a  
statué

**Délai**  
Aussi longtemps  
que la décision  
n'a pas été  
exécutée

**Contenu**  
Indiquer les  
passages  
contestés et  
adaptations  
souhaitées (334 I)

**Effet suspensif**  
Non. Ev.  
déposer un  
recours pour  
sauvegarder ses  
droits

**Avis de la  
partie adverse**  
La requête est  
transmise pour  
détermination,  
sauf lapsus (334  
II) (cf. 127 LTF)

### Cas d'application (334 I et 129 I LTF)

Dispositif peu clair (et  
donc souvent incomplet)

P. ex. condamnation au  
paiement d'intérêts dont  
on ignore le taux ou la  
date à partir de laquelle  
ils sont dus

Dispositif incomplet

P. ex. condamnation au  
versement de dépens  
sans en préciser le  
montant

Ne pas confondre avec  
l'omission de statuer sur  
un chef de la demande  
(388 I c)

Dispositif contradictoire

Intrinsèquement

P. ex. le dispositif  
condamne une partie à  
un <http://google.ch/>  
certaine date et, sans  
explication, fait courir les  
intérêts d'une autre date

Avec les motifs

P. ex. le montant de  
l'indemnité appropriée  
indiqué dans les motifs  
ne correspond pas à  
celui indiqué dans le  
dispositif

Ne sont pas recevables les demandes qui tendent à la modification du contenu de la décision ou à un nouvel examen de la cause (1G\_3/2011 c. 3)

La décision qui statue sur une requête d'interprétation ou de rectification peut faire l'objet d'un recours (334 III)